



VIE URBAINE

Forfaits détente
à 50% de rabais...

English En Français

Recherche

FREE HEADLINES: Email • RSS || Mon Compte

D'ALLAFRICA

MYAFRICA

VOYAGE

BLOGAFRICA

SOURCES

Dernières Infos

Pays

Rubriques

Développement

BizTech

Diversité

Sports

Afrique/Monde

Gouvernance

Multimédia

Innovation

Gabonews (Libreville)

Gabon: Ouverture des travaux de l'Assemblée générale du RECEF à Libreville

5 DÉCEMBRE 2012

Libreville abrite depuis ce mercredi la première assemblée générale du Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF).

L'ouverture de cette cérémonie s'est faite en présence du président de la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP), et du président du réseau, du représentant de l'organisation internationale de la francophonie.

Un an et six mois après sa création au Québec, le RECEF tient sa première assemblée générale. Cette initiative de l'Organisation Internationale de la Francophonie, va emmener les différents membres à établir des synergies positives entre les acteurs du processus électoral de l'espace francophone.

Le RECEF compte déjà une vingtaine de membres, issus des cinq régions de l'espace francophone. Un ajustement lié au démarrage de cette nouvelle structure est en plus un réseau institutionnel appelé à intervenir dans un domaine aussi sensible que les élections est nécessaire.

Pour le Gabon, l'usage de la biométrie en matière électorale est encore embryonnaire, et c'est là l'occasion de bénéficier des expériences et des conseils d'experts venus pour édifier les différents acteurs sur cette nouvelle technique.

Ads by Google

Call Family in Liberia Only 19.9 ¢/min. No Extra Fees. Family is important. Keep in Touch!

PhoneLiberia.com

شاهد الفضل المحطات العربية لفتونا لك احسن المحطات العربية حصريا على

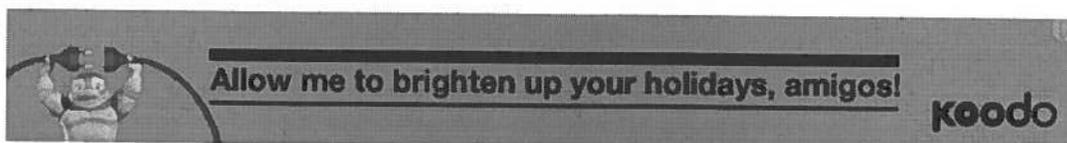
www.tv2moro.com

Cooking at Home Made Easy Ultimate Recipes to Make Cooking This Holidays a Breeze!

Clubhouse.ca/Holiday-Recipes

Copyright © 2012 Gabonews. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com). Pour tout commentaire — ou demande d'autorisation de reproduction ou de diffusion, contactez directement le propriétaire des droits en cliquant ici.

AllAfrica collecte et indexe du contenu provenant de plus de 130 organes de presse d'Afrique ainsi que de plus de 200 autres sources d'informations et de nouvelles. Les pourvoyeurs d'informations d'AllAfrica gardent l'entière responsabilité éditoriale de leur production. Les articles et documents identifiant AllAfrica comme source sont produits ou commandés par AllAfrica.



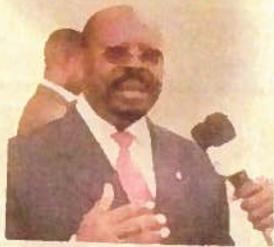
SOUSCRIVEZ À ALLAFRICA VIA RSS

AllAfrica est une voix de, par et sur l'Afrique agréant, produisant et distribuant plus de 2000 articles et nouvelles par jour provenant de plus de 130 organes de presse africaine et de nos propres journalistes à un public africain et mondial. Nous opérons à partir de Cape Town, Dakar, Lagos, Monrovia, Nairobi et Washington DC.

Politique

Majorité : un cadre de construction d'unité et de paix

P. 3



Economie

Rendre l'administration gabonaise plus performante

P. 5



Société

Baccalauréat : la nouvelle configuration expliquée aux élèves

Gabon Matin

Quotidien d'Informations Générales - N° 1067 du jeudi 6 décembre 2012 - 7^{ème} Année - PRIX : 300 F CFA - Sites : www.aggabon.ga - www.gabon-lapressecite.net

LES CONSULTATIONS VONT BON TRAIN

SANTÉ COMMUNAUTAIRE Lancées le 24 novembre dernier au Cap Estérias par la Première dame Sylvia Bongo Ondimbi dans le cadre du projet santé communautaire, les consultations médicales gratuites se poursuivaient hier dans quatre sites retenus, et conformément au calendrier établi, c'est-à-dire tous les mercredis du mois.

LA TRANSPARENCE ÉLECTORALE EN QUESTION



TRANSPARENCE ÉLECTORALE La première assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) s'est tenue hier à Libreville, avec pour objectif de travailler au renforcement de la pratique d'élections libres, fiables et transparentes dans l'ensemble des pays ayant la langue française en partage.

P. 2

International

Le Tchad dénonce une violation d'accord sur l'Arche de Zoé



Sports

La Fégafoot offre millions de Fcfa à la sélection des U



Observatoires des Ecosystèmes et des Systèmes Eco-épidémiologiques

Recef : pour que des élections « biométriques » soient un peu moins contestées

Publié par Désiré-Cltandré Dzonteu / dans : POLITIQUE / jeudi 06 décembre 2012 à 4:59

A l'initiative du Réseau des compétences électorales francophones (Recef), avec l'appui du gouvernement gabonais via la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la première assemblée générale de ce groupe se tient à Libreville, sur fond d'un séminaire sur l'usage de la biométrie dans le processus électoral.



4

Le Recef, selon le président de la Cenap, René Aboghé Ella, est un «*regroupement international de commissions et administrations électorales de l'espace francophone*». Il a été créé lors d'une assemblée constitutive tenue en août 2011 à Québec au Canada. Son objectif est de favoriser dans cet espace linguistique précisément, l'échange de bonnes pratiques électorales par la coopération entre les institutions membres.

Au Gabon, le débat sur l'introduction de la biométrie dans le processus a fait couler beaucoup d'encre et de salive et il ne se passe plus une élection sans que les uns comme les autres, majorité comme opposition, finissent par la contester. Il est donc question, au cours de cette assemblée générale, de réunir des compétences variées, de faire des propositions concrètes sur l'usage de la biométrie dans le processus électoral et tenter de sortir de l'engrenage des élections truquées et non démocratiques.

«*Depuis 2005, le débat sur l'introduction de la biométrie dans le processus électoral s'est invité au sein de la classe politique nationale* », a déclaré le ministre de la Défense nationale, Pacôme Ruffin Ondzounga, représentant le ministère de l'Intérieur.

A ce sujet, en termes de fiabilité, le Gabon est actuellement en train de former le personnel et les agents qui mettront en œuvre la biométrie. Autrement dit, cette rencontre de Libreville qui se déroule sur trois jours vient renforcer les capacités des acteurs électoraux de la Cenap et du ministère de l'intérieur. Ceci d'autant que les élections locales à venir sont censées se dérouler sur la base des fichiers biométriques.

Pour Eric Popp, représentant de l'OIF, «*les moyens techniques apportés par la biométrie sont loin d'être une panacée aux problèmes d'identification et d'enregistrement des électeurs, mais ils peuvent contribuer de façon significative, d'une part à l'établissement de fichiers électoraux fiables et à l'intégrité des listes électorales et, d'autre part, à la tenue d'élections libres, fiables et transparentes*».

«*Nos échanges porteront sur les mesures qui doivent assurer l'utilisation efficiente de cette technologie dans le respect des conditions propres à chaque contexte*», a-t-il ajouté.

Au final, les assises de Libreville se présentent comme le lieu d'échanges, d'expériences, de recherches des meilleures pratiques et d'études pointues sur les défis et les enjeux électoraux.

Le Recef compte une vingtaine de membres issus des cinq régions du monde francophone.



Article original : <http://gabonreview.com/blog/recef-pour-que-des-elections-biometriques-soient-un-peu-moins-contestees/#ixzz2EIQE8ZTY>
Follow us: [@gabonreview](https://twitter.com/gabonreview) on Twitter



ACCUEIL ACTUALITES LE GABON TOURISME BUSINESS HIGH-TECH FEMMES BONS PLANS TELECHARGEMENTS

DERNIERES INFOS [ploi voté à l'Assemblée](#) | [Japon: l'économie sur une mauvaise pente](#) | [Mohamed Morsi de retour au palais présidentiel en Egypte](#) | La N... ASS GABONECO



[Voir les Célibataires Maintenant!](#)

[AfralIntroductions.com - Site de rencontres africain](#)

Assemblée Générale du Réseau des Compétences Electorales Francophones à Libreville.

La capitale gabonaise abrite depuis mercredi les assises de l'Assemblée Générale du Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF). La rencontre de Libreville est également marquée par la tenue d'un séminaire spécialisé sur la biométrie dans le processus électoral au sein de l'espace francophone.

Ces assises organisées conjointement par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et le RECEF, en collaboration avec la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP), permettent aux participants de se pencher sur plusieurs points. Il s'agit entre autres de l'adhésion de nouvelles administrations électorales francophones, l'élection d'un nouvel administrateur, la présentation et l'adoption du rapport d'activité et des états financiers 2011-2012 du RECEF.

La journée de mercredi a été ponctuée par le début des travaux du séminaire sur la biométrie. L'accent a été porté sur le concept de la biométrie et sa mise en œuvre dans le cadre électoral et les technologies appropriées.

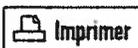
Les experts venus de plusieurs horizons devaient également plancher sur le management du projet de mise en place de la biométrie, les coûts et financements, le développement des capacités des OGE et la protection des droits des électeurs.

Parmi les objectifs poursuivis par ces assises de Libreville, il y a l'examen des défis à relever par les administrations et organes chargés d'organiser les élections politiques. Il s'agit de garantir les avantages de la biométrie pour fiabiliser les listes électorales et d'organiser des élections libres, crédibles et transparentes.

Il convient de rappeler que le RECEF est né à Bamako au Mali en 2000 à l'initiative conjointe de l'OIF et du Directeur Général des élections du Québec en vue d'accompagner la mise en œuvre de la déclaration de Bamako.

Effectif depuis plusieurs années, le RECEF est un cadre d'échanges permettant aux commissions et administrations électorales de partager leurs expériences positives dans le domaine électoral.

Publié le 06-12-2012 Source : Gaboneco Auteur : ASMP



RÉAGIR À CET ARTICLE

Envoyer cet article à un ami

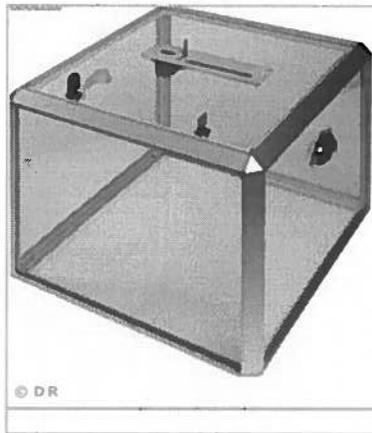
NB : Tous les champs sont obligatoires. Les adresses e-mail que vous saisissez ici serviront uniquement à l'envoi de cette information. Elles ne seront en aucun cas collectées par Gaboneco à d'autres fins.

Dans la même rubrique

- ▣ **Assemblée Générale du Réseau des Compétences Electorales Francophones à Libreville.**
- ▣ **La gestion des flux migratoires au Gabon, objet d'un séminaire à Libreville.**
- ▣ **Vers la révision de la loi sur la biométrie**
- ▣ **Le torchon brûle entre Marc Ona et André Mba Obame.**
- ▣ **Une délégation du Senat Gabonais au Maroc.**
- ▣ **La Majorité républicaine élargie à 25 membres.**
- ▣ **La biométrie expliquée aux populations de Guletsou au Sud du Gabon.**
- ▣ **Mise en place de la commission nationale de protection des données biométriques : le CDJ dénonce des abus.**
- ▣ **L'UFC de Louis Gaston Mayila validée par le Ministère de l'Intérieur.**
- ▣ **L'UPG exclut de ses rangs son Secrétaire Exécutif Adjoint.**

VOUS RECHERCHER UNE INFORMATION

Web gaboneco.com



VIE URBAINE

Offres exclusives pour votre vie urbaine...

[Cliquez ici >>](#)

DERNIERES DEPÊCHES

publié le : 06/12/2012
La Colombie fait pression sur les Farc avant la reprise des négociations
Les autorités colombiennes ont fait pression sur les Farc avant la reprise des négociations de paix

La transparence électorale en question

FRANCOPHONIE ET DEMOCRATIE La première assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) s'est tenue hier à Libreville, avec pour objectif de travailler au renforcement de la pratique d'élections libres, fiables et transparentes dans l'ensemble des pays ayant la langue française en partage.

L'assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) s'est déroulée hier à Libreville, à l'initiative conjointe de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP) du Gabon. L'objectif de la réunion était de permettre aux participants, venus des pays de l'espace francophone, d'examiner les voies et moyens propres à favoriser l'arrimage des États concernés aux standards internationaux relatifs à l'organisation d'élections politiques crédibles.

Représentant son collègue de l'Intérieur à l'ouverture des travaux de cette assemblée générale, le ministre de la Défense nationale, Rufin Pacôme Ondongo, est revenu, dans son allocution de circonstance, sur les principales étapes franchies par le Gabon dans sa

quête de démocratie électorale, avant de s'appesantir sur la question de l'introduction de la biométrie dans le processus électoral gabonais, qui focalise l'attention et suscite un débat passionné dans le pays depuis quelques années. Pour lui, cette question a fini par emporter l'adhésion de tous les acteurs, majorité et opposition confondues, dès que, à l'initiative du président de la République, la classe politique nationale, dans toutes ses composantes, s'était retrouvée, pour en débattre, autour du chef de l'État, en avril et mai 2011.

Une fois le consensus réalisé autour de la nécessité d'introduire la biométrie dans le processus électoral au Gabon, a ajouté le ministre de la Défense, le gouvernement s'est mis à l'œuvre pour pouvoir réunir, à temps, toutes les conditions requises, tant au plan technique, humain que financier, pour que la prochaine consultation nationale d'intérêt majeur, en l'occurrence les élections locales à venir, se tiennent sur la base de cette innovation.

Pour leur part, le président de la CENAP, René Aboghé Ella, et le président du RECEF, le général Siaka Sangaré, ont évoqué, pour s'en féliciter, les actions multiformes et salutaires que le Réseau des compétences électorales francophones mène sur le terrain, afin de promouvoir la démocratie électorale dans l'ensemble des pays concernés. La professionnalisation accrue des organes chargés des élections a particulièrement été saluée ; en même temps qu'était exprimé le souhait de voir le Réseau apporter davantage de soutien aux administrations des pays francophones, notamment en matière de mobilisation citoyenne des populations et de traitement équitable des candidats, pendant les campagnes électorales.

L'Organisation internationale de la francophonie, que représentait M. Eric Poppe, directeur du bureau régional pour l'Afrique centrale et l'Océan indien, a salué l'utilisation généralisée de la biométrie dans l'espace francophone, tout en indiquant que cette technique ne représente cependant pas la panacée aux problèmes d'identification et d'enregistrement des électeurs : elle peut simplement aider grandement à la tenue d'élections fiables, a-t-il souligné.

Un séminaire sur la biométrie prend justement, à compter de ce jour, le relais de l'assemblée générale du RECEF, afin d'aider les participants à mieux cerner les contours de cette question dont on parle plus qu'on ne la connaît réellement.

Aimé NZENGUI & IBEZ

57



Les officiels a l'ouverture de l'assemblée générale



Le RECEF : un outil d'appui à la démocratie électorale

Le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) est un regroupement international des commissions et administrations électorales de l'espace francophone. Il est né au cours d'une assemblée constitutive organisée au Québec (Canada) les 22 et 23 août 2011.

Le RECEF est donc né dans un contexte où l'Afrique est toujours en

proie aux contestations pré et postélectorales. Il s'agit d'un organe d'étude, d'orientation et de proposition. Il vise, entre autres objectifs, à favoriser, dans l'espace francophone, l'échange de bonnes pratiques électorales par la coopération entre les institutions membres.

«Les défis électoraux, surtout dans l'espace francophone africain, sont

nombreux, comme il a été souligné au 14^{ème} sommet de la francophonie les 13 et 14 octobre 2012 à Kinshasa», a indiqué Siaka Sangaré, président du RECEF. Ces défis électoraux à relever devraient conduire les Etats membres à s'appropriier les actes proposés par le RECEF.

Le réseau entend contribuer à ce que l'organisation et la tenue d'élections

dans un Etat membre de la francophonie s'effectuent dans la transparence la plus grande possible. C'est parce que cette transparence électorale est le combat de tous, c'est-à-dire, les acteurs politiques et les candidats en compétition, que le RECEF se donne pour tâche de faciliter l'appropriation, par les acteurs nationaux, des outils et des mécanismes de contrôle des élections.

Le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) s'est aussi engagé à encourager, dans l'espace francophone, la recherche sur des questions et des pratiques relatives à l'organisation et à la tenue d'élections, de même qu'à leur suivi, afin de stimuler la réflexion portant sur les nouveaux défis et sur l'actualisation des besoins de formation et d'accompagnement.

Le RECEF se présente donc comme un véritable point focal d'aide à l'amélioration des systèmes électoraux des Etats. Il compte, par les échanges d'experts et d'expériences entre les pays, apporter des pistes d'exploration et d'exploitation des meilleures pratiques des élections. L'ambition ultime est de limiter la contestation des résultats des urnes et la violation des droits des citoyens.

Gladice MOUTONGO

Adhésion de
tous les
acteurs



**Question
du jour**

**Le RECEF peut-il
favoriser
la transparence
électorale ?**



**JACQUES
GUINÉE
ÉCHANGES D'EXPÉ-
RIENCES**

Nous pensons que les échanges fructueux qui vont être faits lors de cette assemblée nous permettront de travailler dans nos différents pays au renforcement de la transparence électorale. Les mécanismes prévus par le RECEF sont ces échanges entre les experts des pays et la formation des membres des organes chargés des élections.



**ALATERRE
FRANCE
DES RECOMMANDA-
TIONS**

Cette assemblée générale du RECEF permettra de présenter des recommandations fiables qui pourront aider les pays à mieux aborder leur processus électoral. Pour ce qui est du Gabon, il est engagé dans la voie de la biométrie qui garantira la pérennité des listes.



**PIERRE CLAVER
BURUNDI
LA FORMATION**

Le RECEF peut effectivement aider à l'avènement de la transparence électorale : il est un organe de renforcement des capacités des techniciens électoraux des différents pays membres, c'est-à-dire la professionnalisation des cadres électoraux, qui est l'une des voies pour renforcer la transparence des élections.

62

2 Politique

Assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF)

La transparence et la fiabilité des scrutins en question

JOSSOMBEY

Libreville/Gabon

Ouverte par le ministre de la Défense, Rufin-Pacôme Ondzounga, cette rencontre a permis aux différents experts de plancher sur des questions en rapport avec les consultations politiques au sein des pays francophones. L'adoption d'un plan stratégique 2013 du RECEF, la feuille de route, le règlement interne et le procès-verbal de l'assemblée constitutive de 2011 ont constitué la trame des travaux.

CRÉÉ en 2011 à Québec au Canada, le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) a tenu hier à Libreville sa première assemblée générale. Avant les travaux des experts, plusieurs interventions ont eu lieu au cours de cette cérémonie d'ouverture. Dont celles du ministre de la Défense, Rufin-Pacôme Ondzounga, du président de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), René Aboghe Ella, du président en exercice dudit réseau, Siaka Sangaré, et du directeur du bureau régional de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Éric Poppe. Au centre des débats, l'adoption d'un plan stratégique 2013 du RECEF, la feuille de route, entre autres.

Pour le principal hôte des travaux de Libreville, le président de la Cénap, René Aboghe-Ella, «*le RECEF est un regroupement international de commissions et administrations de l'espace francophone*». Une plate-forme dont l'objectif est, à l'en croire, de

favoriser, dans l'espace des pays ayant en partage l'usage du français, l'échange de bonnes pratiques électorales par la coopération entre les institutions membres. Tout en reconnaissant que «*cette création est l'aboutissement d'une vision et d'efforts in-*

lassables de deux précurseurs: Hugo Sada (délégué à la Paix, à la démocratie et aux droits de l'homme à l'OIF) et Marc Blanchet (directeur général des élections du Québec, de 2000 à 2010).»

En termes de bilan, M. Aboghe Ella a estimé que plusieurs œuvres ont vu le jour. A savoir l'organisation de cinq réunions de bureau, la réalisation d'une mission d'évaluation de la liste électorale du Bénin, l'établissement des contacts avec d'éventuels partenaires, à l'instar du réseau électoral du Commonwealth.

DEBAT • A travers un discours circonspect, le ministre Rufin Pacôme Ondzounga, en lieu et place de son collègue de l'Intérieur, Jean-François Ndongou, a jugé de la pertinence des retrouvailles de Libreville. Ce d'autant plus qu'a lieu en ce moment le débat de la classe politique nationale sur la biométrie. Et de réitérer la décision du gouvernement d'introduire cette technologie dans le système électoral gabonais dès les prochaines locales, lesquelles se tiendront en 2013. Toute chose qui s'inscrit, comme l'a d'ailleurs rappelé le président du RECEF, Siaka Sangaré, dans la fiabilisation des listes électorales au sein des pays membres de cette structure associative.

Au nom de l'OIF, Éric Poppe a indiqué que le RECEF, malgré ses 16 mois d'existence, compte une vingtaine de membres de cinq régions de l'espace francophone. Selon lui, l'organisation dont il est le responsable au Gabon et les institutions nationales doivent s'approprier l'expertise électorale. Autrement dit, «*mobiliser des efforts et des moyens en faveur de l'établissement de listes électorales crédibles, de la consolidation des structures ou de la gestion des contentieux électoraux*», a-t-il précisé. Non sans conclure que la «*Francophonie s'est fixée d'établir durablement la démocratie dans son espace, conformément aux principes énoncés par la Déclaration de Bamako*».

A la suite de l'assemblée générale du RECEF, aujourd'hui jusqu'à demain se tient un séminaire sur la biométrie en matière électorale (enjeux et perspectives). Une autre session de travail qui va réunir le président de la Cénap, René Aboghe Ella, ses homologues africains et d'autres experts.

Sur deux jours, ils vont à nouveau mettre sur la table les mécanismes d'appropriation des données à caractère personnel dans les joutes électorales.

63

AU 07 DECEMBRE 2012

E, DU 05 AU 07 DECEMBRE 2012

Photo : Aristide Mousseyrou



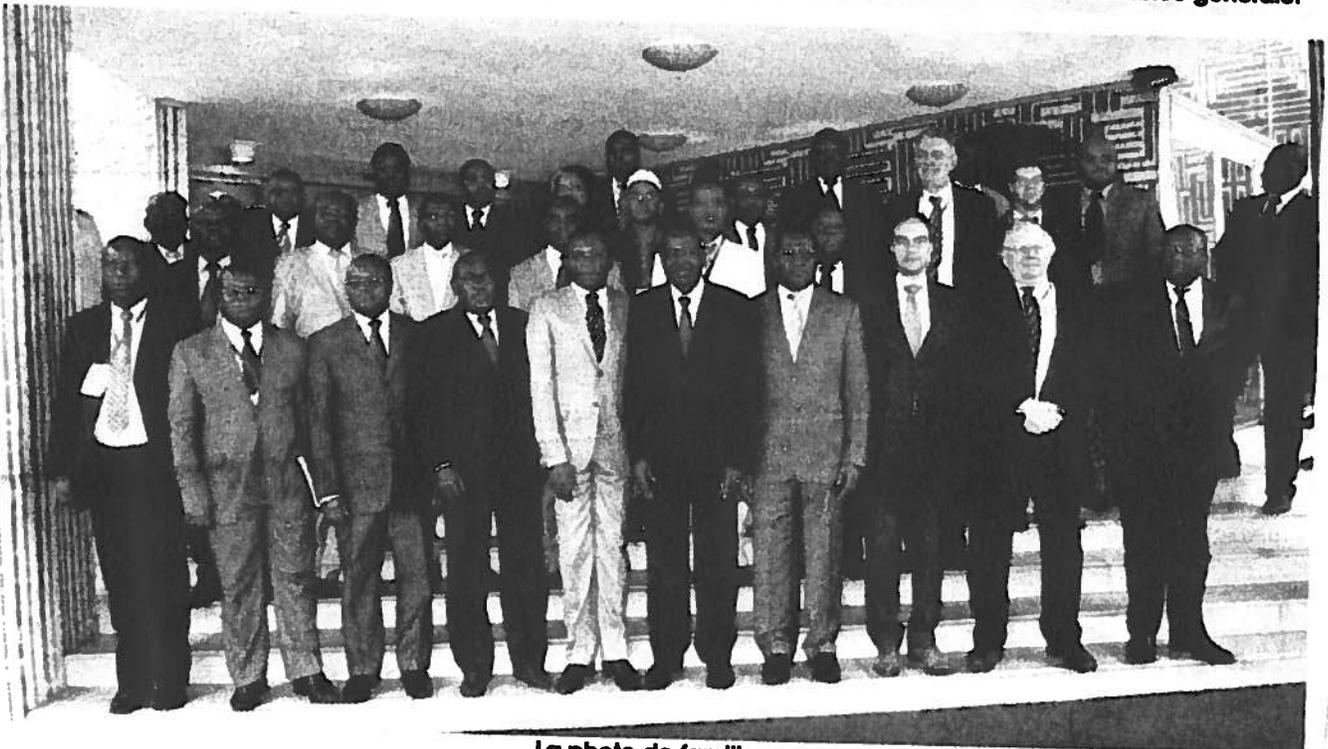
Le président de la CENAP, René Aboghé Ela, l'hôte de ladite rencontre.

Photo : Aristide Mousseyrou



Le ministre de la Défense nationale, Pacôme Rufin Ondzounga, ouvrant les travaux de l'Assemblée générale.

Photo : Aristide Mousseyrou



La photo de famille.

5 Vendredi 7 décembre 2012

Toute l'actualité en direct sur www.agpgabon.ga

POLITIQUE

Francophonie/élections : les enjeux de la biométrie en question

SEMINAIRE RECEF Le séminaire consacré à la biométrie, qui se tient depuis hier à Libreville, à l'initiative du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF), avec l'appui de la CENAP et l'Organisation internationale de la francophonie OIF, s'est focalisé sur les enjeux et les perspectives de la biométrie dans le processus électoral des pays ayant le français en partage.

Mieux garantir les enjeux de la biométrie dans le processus électoral est tout le sens du séminaire spécifique sur la biométrie, organisé à l'attention des administrations et organes. Ce séminaire vise non seulement à garantir les avantages de la biométrie, en vue de la fiabilisation des listes électorales et de la tenue d'élections libres, fiables et transparentes, mais surtout de proposer un autre modèle, pour sortir de l'engrenage des élections contestées. Ce modèle est, selon toute vraisemblance, le renforcement de la confiance entre les différents protagonistes.

En fait, pour Dunia Ramazani, expert électoral, il y a une relation entre biométrie et liste électorale. Une liste électorale est fiable quand elle permet la mise en œuvre du principe sacro saint (1 électeur = 1 voix). C'est l'application de ce principe, a dit en filigrane l'orateur, que les administrations électorales ont convenu, en usant de la biométrie dans le processus électoral, sous la pression des acteurs politiques. La biométrie a cet avantage d'établir l'unicité de chaque électeur dans le fichier électoral et son authentification, ce que l'expert en question électoral a appelé la vérification. Ce principe de biométrisation est, de plus en plus recommandé dans bon nombre de pays africain, l'exemple du Ghana, du Bénin et fait l'objet de débat dans certains pays africains. Mais, seulement cette authen-

tification coûte chère et rend tout le système particulièrement lourd, a-t-il rappelé.

Pour le Gabon, le présent séminaire vient à point nommé. Il arrive dans un contexte où le débat sur l'introduction de la biométrie dans le processus électoral fait beaucoup couler d'encre et de salive, avec actuellement des divergences de points de vue entre acteurs politiques et le gouvernement. L'éventualité d'une révision du Code électoral, s'agissant de l'introduction des dispositions liées à la biométrie, afin d'en combler les lacunes, est une autre équation dans la problématique de la biométrie. Cette phase devrait constituer une première étape visant à identifier les principaux défis de la biométrie, afin de déceler les spécificités du Gabon.

En clair, pour garantir une bonne application de la biométrie, il faut tenir compte d'un certain nombre de principes.

Trois phases sont retenues : Il s'agit de la phase pré électorale, consistant à mener au préalable une étude de faisabilité en prenant en considération certains aspects légaux, tels que les aspects administratifs, le choix des prestataires, des inscriptions, des techniques, mais surtout le contexte politique et culturel. La phase électorale consiste à la vérification du fichier électoral biométrique et la phase post électorale, la troisième phase consiste à prendre en compte les

recommandations pour les ajustements relatifs à la révision des listes électorales et la technique.

La non prise en compte de ces aspects entraîne, sans doute, des difficultés à réaliser une bonne opérationnalité de la biométrie, dans le processus électoral.

L'exemple de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, présenté comme des études de cas par Jacques Gbonimy, membre CENI Guinée, qui, dans son intervention, a souligné que son pays n'a pas tenu compte des spécificités locales, se retrouvent en butte à organiser les élections législatives, la présidentielle ayant relevé des irrégularités, malgré la biométrie.

Par ailleurs, Youssouf Bakayoko, président de la CEI a salué l'introduction de la biométrie dans le processus électoral. Il a toutefois souligné que tant qu'il y aura absence de confiance entre les acteurs politiques, la contestation des résultats existera toujours, malgré l'utilisation de la biométrie.

A noter que dans l'après midi d'hier, les panelistes ont planché sur la question du choix technologique approprié. La journée d'aujourd'hui, qui marque la fin de ce séminaire, sera consacrée à d'autres communications. Le présent séminaire prend fin cet après midi.

Aimé NZENGUI

(65)



Organisation internationale de la Francophonie (OIF)/Séminaire Biométrie, un processus coûteux !

J.OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Le séminaire d'échange d'expériences et de pratiques utiles sur cette technologie s'est ouvert hier au Méridien Re-Ndama de Libreville, en présence de nombreux experts du RECEF et des commissions nationales électorales africaines.

APRES l'assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF), mercredi dernier, un séminaire sur la biométrie en matière électorale a été organisé, par l'OIF, hier au Méridien Re-Ndama. En présence du président de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), René Aboghe Ella, et du président du RECEF, Siaka Sangaré, les experts sont

revenus sur l'introduction de ladite technologie dans les listes électorales en Afrique.

Ainsi, dans un contexte africain de crises électorales récurrentes, les participants ont eu droit à une présentation du processus de biométrisation. Lequel, selon l'expert électoral Dunia Ramazani, dépend de plusieurs aspects liés au fonctionnement de chaque État. En ce sens, l'orateur, tout en définissant les concepts, a mis en avant les défis que doivent relever les administrations et organes en charge de l'organisation des scrutins sur la base des listes biométriques. Ceci, pour garantir les avantages de ce procédé d'un genre nouveau sur un continent où la fiabilisation des fichiers électoraux et la tenue des élections sont souvent remises en cause par les différents acteurs.

Concernant la vérification, il a été clairement établi, à

travers les exemples du Ghana et du Kenya, qu'elle va progressivement s'imposer sur l'ensemble des pays africains. D'autant que celle-ci «*consiste à comparer les traits physiques de l'électeur à ceux qui apparaissent sur sa carte ou dans le système avant d'autoriser cette personne à accéder au bureau de vote*», a indiqué

l'orateur.

Poursuivant, il a estimé que la biométrisation devra tenir compte du cycle électoral, qu'il a découpé en trois phases: pré-électorale, électorale et post-électorale. Des éléments indispensables à la réussite d'un processus électoral aux attentes énormes.

Les expériences guinéennes et ivoiriennes ont été exposées par des membres des commissions électorales de ces deux États de l'Afrique de l'ouest, Jacques Gbonimy (Guinée-Conakry) et Youssouf Bakayoko (Côte d'Ivoire). Le président de la Commission ivoirienne est revenu sur un scrutin émaillé d'une longue crise post-électorale

difficile, ayant débouché sur une guerre civile. Un contexte également marqué par la partition du pays, les différents accords de paix, ainsi qu'un processus dont le coût est de 200 milliards de francs.

Si la première partie de la session a porté sur les concepts et la mise en œuvre dans le cadre du cycle électoral, la deuxième a mis l'accent sur les choix technologiques appropriés, par le biais d'une présentation globale et des études de cas.

Le séminaire prend fin aujourd'hui avec les sessions trois, quatre et cinq, en rapport avec la réalisation d'activités conjointes de développement des capacités et appui opérationnel aux parties prenantes du processus électoral, le management du projet de biométrisation, et coûts et financements de celui-ci. Sans oublier la cérémonie de clôture en début d'après-midi.

L'union, vendredi 7 décembre 2012, p. 3

(67)



Photo : Aristide Mousavou

Vue des experts.